

Que représente le Canada pour l'Europe occidentale?

par André P. Donneur

Un des éléments majeurs de la politique de la troisième option — cette stratégie à long terme du Canada pour se rendre plus indépendant des États-Unis — a été de consolider et développer les relations avec l'Europe occidentale. Cette politique n'a pas consisté seulement à négocier et conclure un accord avec la Communauté économique européenne. Les liens bilatéraux ont aussi été resserrés. Quelques voyages du premier ministre auprès des différents pays membres de la Communauté ont particulièrement retenu l'attention. Incontestablement, le voyage à Paris, il y a deux ans, a été la manifestation spectaculaire de ces visites. Les relations avec la France, qui avaient connu une période de crise sérieuse entre 1967 et 1969, puis une phase de normalisation depuis cette date, s'ouvraient sur une ère de coopération.

Quels résultats ces efforts indubitables du Canada, poursuivis en tout cas depuis quatre ans, ont-ils eu sur les États européens? L'image qu'on s'imagine ici être celle du Canada à l'étranger, soit celle d'un pays à la remorque des États-Unis, a-t-elle été effacée en Europe? En premier lieu, cette image n'a jamais été la perception unanime des observateurs étrangers, européens en particulier. Même avant que le Canada n'affirme sa volonté de réduire l'influence américaine chez lui par la politique de la troisième option, pour un nom-

bre considérable de dirigeants politiques européens le Canada était un pays bien distinct, avec une diplomatie originale que l'action d'un Lester Pearson avait rendue fameuse dans les années cinquante. Ce mythe dissipé, il faut toutefois admettre que certains dirigeants européens — et plus particulièrement français — doutaient beaucoup de l'originalité de la politique étrangère canadienne. Une des causes profondes et jamais ouvertement formulées de la crise des relations franco-canadiennes de 1967 à 1969 résidait indubitablement dans cette appréciation. La politique de la troisième option a incontestablement modifié cette position. Ce changement n'intervint pas immédiatement après sa proclamation officielle à l'automne de 1972, par le truchement du désormais fameux article de M. Sharp publié dans un numéro spécial de cette revue. Mais après de multiples et longues explications données à des responsables à différents niveaux des appareils gouvernementaux, les dirigeants européens les plus réticents ont compris l'originalité de cette option. Je me souviens personnellement avoir été frappé par l'étonnement manifesté par des membres de cercles dirigeants français d'obédience gaulliste exposés pour la première fois — c'était en 1973 — au contenu de la politique de la troisième option. La réaction avait été: «Mais au fond ce que le Canada cherche, c'est la même chose que la France, soit une plus grande indépendance de mouvement, mais au sein de l'Alliance atlantique.» Les mêmes personnes ajoutaient que le Canada aurait grand avantage à mieux faire connaître cette politique en France. C'est aujourd'hui chose faite!

M. André P. Donneur est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, dont il a assumé la direction de 1974 à 1976. De 1972 à 1973, il a été membre du Groupe d'analyse des politiques du ministère des Affaires extérieures, à l'invitation de ce ministère. Il est présentement président du Conseil canadien de recherches en sciences sociales. Le professeur Donneur est l'auteur de nombreux articles et contributions à des ouvrages collectifs sur la politique étrangère du Canada et sur les relations internationales. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

Réticences de la CE

L'exemple de la France est significatif, puisque c'était dans ce pays que l'image d'un Canada lié sans condition aux États-Unis était la plus répandue. Toutefois, il faut considérer la perception des dirigeants de l'Europe occidentale d'une manière systématique. On peut distinguer diffé-